

ÉPREUVE DE CULTURE GENERALE
CORRIGE PROPOSE PAR LOUIS DUBOST

« Faut-il faire des enfants ? »

Dans *Allemagne. Année zéro* (1948), Roberto Rossellini fait découvrir Berlin en ruines à travers les yeux d'Edmund, un enfant allemand de douze ans. Dans cet « an zéro de l'Allemagne », décrit par Edgar Morin en 1946, le passé inspire l'horreur, les lendemains déchantent. Edmund, acculé, miné par la culpabilité, à l'image d'un pays aux valeurs aussi branlantes que ses derniers murs debout, se jette dans le vide. Dans un Occident où les politiques natalistes ont servi l'eugénisme, est-il encore envisageable d'avoir un enfant, cristallisation d'un avenir qui semble définitivement obscurci ?

« Les Européens sont en train de se suicider par dénatalité », prophétisait en 1983 le philosophe Raymond Aron dans ses *Mémoires* en constatant que depuis 1975, le nombre d'enfants par femme était tombé sous le seuil de renouvellement naturel des générations (2,1). Pourtant, et alors même que la croissance démographique s'atrophie progressivement en Occident depuis les années 1960, la peur de la surpopulation y a longtemps justifié des politiques malthusianistes d'encadrement des naissances. Dans *La Bombe P*, le biologiste de Stanford Paul Ehrlich explique en 1968 que la prolifération humaine incontrôlée conduit le monde à sa perte. La population humaine totale a bien doublé ces cinquante dernières années. En Occident, cependant, et surtout en Europe, la menace viendrait plutôt du déclin démographique, donnant raison à Raymond Aron. En janvier 2026, l'Insee révèle que pour la première fois depuis 1945 le solde naturel est négatif. Les 645 000 naissances, ne compensent pas les 651000 décès. L'épidémie de grippe particulièrement meurtrière en 2025 (17000 décès) et surtout l'accentuation d'une surmortalité due au vieillissement de la génération du *Baby-Boom* expliquent ce déséquilibre. Il pourrait d'ailleurs s'accentuer dans les décennies prochaines. L'Insee anticipe 800000 morts annuels d'ici 2040. Dans 50 ans, les moins de trois ans pourraient ne représenter que 3% de la population française quand les plus de 80 ans compteraient pour 12% de l'ensemble des concitoyens. L'augmentation frémissante de 0,25% de la population en 2026, pour atteindre 69,1 millions de Français, est désormais due au solde migratoire, positif de 176 000 individus. Surtout, le solde naturel négatif s'explique par le tassement de 2% du nombre de naissances entre 2024 et 2025. En 15 ans, celui-ci a même fondu de près de 25%. L'indicateur conjoncturel de fécondité – 1,56 enfant par femme – est au plus bas depuis 1917. L'âge moyen auquel les parents ont leur premier enfant augmente lui sans cesse pour dépasser désormais 31 ans chez les femmes (contre 28 ans en 2014) et 34 ans chez les hommes.

La déliquescence de la natalité n'est pas uniquement due à la transition démographique caractéristique des économies développées. Elle s'explique par une culpabilisation des parents et une inadaptation de la société récemment soulignée par le mouvement *No Kids*. En 2017 encore, une étude universitaire suédoise

du climatologue Seth Wynes comptait la restriction des naissances comme le plus indispensable des gestes indispensables pour préserver l'environnement. Se retenir d'avoir un enfant économiserait à la Terre chaque année 58,6 tonnes de CO₂, soixante fois plus qu'un régime végétarien.

Avoir un enfant participe-t-il d'un strict choix individuel ou s'inscrit-il dans un devoir collectif de financement du modèle social, de défense du territoire et de perpétuation de la communauté ?

La crise de la dénatalité s'approfondit (I) tant le projet de parentalité semble incompatible avec les exigences d'une société libérale et sécularisée (II). Les politiques volontaristes ne peuvent prospérer qu'adossées à une réflexion ambitieuse sur la place de l'enfant dans le monde occidental contemporain (III).

I. Le péril d'une société sans enfant

L'économiste David Duhamel constate avec effarement en 2024, dans *Un monde sans enfants* que, de l'Antiquité aux années 1950, la fécondité mondiale était restée à environ cinq enfants par femme avant de marquer le pas dans les années 1960 et de plonger à 2,2 enfants par femme en 2026. L'effondrement de la procréation est un phénomène mondial et, pour David Duhamel, devrait s'accroître. En Corée du Sud, pays où le *Baby Krach* est le plus fort de tout l'OCDE, le taux de fécondité descend sous les 0,7 enfant par femme. Les conséquences sont autant économiques que stratégiques. L'Inde compte sur son 1,5 milliard d'habitants et un taux de fécondité toujours supérieur à deux enfants par femme pour entretenir une croissance annuelle de son PIB de 6,6% par an. New Delhi conquiert ainsi le titre de quatrième économie mondiale. Son dynamisme lui permet de s'imposer face au Japon, lesté par un taux de fécondité d'1,2 enfant par femme.

En Europe, la France a longtemps fait exception. La relative banalisation des pratiques contraceptives dès la fin du XVIIIe siècle a pour conséquence de contenir, par rapport à l'Europe, le nombre de naissances au XIXe siècle, avant que la France ne connaisse une dynamique plus vigoureuse au XXe siècle. Aujourd'hui, si la situation hexagonale est encore moins critique qu'en Espagne, avec 1,4 enfant par femme, et en Italie, où les couples n'ont en moyenne qu'1,2 enfant, la flatteuse démographie française appartient au passé. La France compte désormais parmi les vingt pays européens au solde naturel négatif.

En 2024, dans *Les Batailles de la natalité*, le sociologue Julien Damon observait que le « régime dénataliste » français représentait un risque pour le financement de la Sécurité sociale. La soutenir exige d'assurer les contributions d'une main d'œuvre importante. Pour y parvenir, l'Italie de Giorgia Meloni a décidé en 2025 d'accorder dans les trois ans à venir 500000 nouveaux permis de travail à des immigrés. Ils s'ajoutent aux 450000 délivrés de 2023 à 2025. Pour que le travail accompli par les immigrés finance le modèle social français, Paris devrait ouvrir les frontières à 13 millions d'immigrés de 2026 à 2050, soit quatre fois plus que dans le premier quart du XXIe siècle, calcule Pauline Rossi dans *Le Déclin démographique. Une urgence économique*. L'hypothèse demeure peu probable alors que l'opinion, à en croire un sondage CSA de septembre 2025, est favorable à 80% à un durcissement des politiques migratoires. Si la France se distingue encore en Europe par un désir d'enfants relativement plus élevé que chez ses voisins, son modèle social par répartition la rend particulièrement sensible aux oscillations démographiques, observe en 2026 l'économiste Pauline Rossi dans son livre *Déclin démographique. Une urgence économique ?*. L'assurance-santé et les retraites sont financées par les actifs. Justement, les dépenses de ces dernières devraient s'accroître de 20 milliards d'euros d'ici 2030 en même temps que sept millions de personnes quitteront le marché du travail.

« Si l'on ne s'attaque pas à la baisse des taux de natalité, la civilisation mourra en gémissant dans des couches pour adultes », avertit en 2022 le milliardaire Elon Musk, père comblé d'au moins quatorze enfants. Un pays peuplé lui assure des consommateurs, une main d'œuvre disponible et des conscrits mobilisables. Les États civilisationnels en quête de puissance en sont parfaitement conscients. « Je veux plus de bébés ! », scande en 2025 le Vice-Président des États-Unis, J.-D. Vance, catholique et ouvertement nataliste. Mais les déclarations d'intention achoppent sur les réserves des jeunes couples.

II. Avoir un enfant, un projet difficile à porter dans une société libérale et sécularisée

« Le préjugé favorable à l'égard de l'engendrement, partagé jusqu'à une date récente par toutes les civilisations, a fortement décru », considère Olivier Rey dans son texte de 2025, *Défécondité*. Le philosophe établit une corrélation forte entre la chute de la natalité et le modèle sociétal caractéristique des organisations politiques libérales. Olivier Rey pointe une « défection intérieure » de transmettre la vie en raison du basculement de la communauté prémoderne, où l'intérêt du groupe très solidaire domine, à la société libérale contemporaine, constituée d'individus mus chacun par leur strict intérêt. Les parents ne suffisent pas à élever des enfants, argue le conservateur Olivier Rey. Un enfant a besoin d'un cadre communautaire, d'un couple de parents stable, de grands-parents, de voisins, d'un réseau familial dense... Le désir de parentalité ne peut se réaliser qu'au sein d'une communauté solidaire, très éloignée de l'émiettement libéral. Or, en France, près d'un mariage sur deux échoue. Le nombre de croyants déclarés a chuté de 62% à 46% de 1980 à 2025. Dans une société sécularisée, le discours familialiste des églises, la valorisation de la maternité comme consécration de la féminité et le soutien communautaire apporté aux parents sont largement inopérants.

« On ne supporte plus que les enfants jouent dans la rue, qu'ils fassent du bruit, et en même temps on leur reproche d'être sans arrêt sur les écrans à la maison ». Le Défenseur des enfants Éric Delemar pointe les contradictions du nokidisme, en écho au rapport de 2024 du Haut Conseil de la famille qui déplore la « culture de la chambre » de trop d'enfants. Les dangers de la rue et l'indifférence dans une société capitaliste à l'égard de l'enfant, être improductif par excellence, ont pour conséquence, souligne Jérémie Patrier-Leitus, que « les villes ne sont pas pensées à hauteur d'enfant ». Significativement, en octobre 2025, la cour d'appel de Versailles a temporairement interdit l'accès des enfants à la cour de récréation de l'école Les Rayons de Soleil de Maisons-Laffitte en raison du désagrément que leur bruit causait aux voisins. L'enfant disparaît de l'espace public, du débat public. Dans une société marquée par la crise de l'autorité, les parents parviennent de moins en moins à adapter leurs enfants à la nécessaire discipline de la vie sociale. Perturbateurs, les enfants ne sont plus toujours les bienvenus, admet dans son essai *File dans ta chambre !* (2020) la psychanalyste Caroline Goldman, figure sur les réseaux sociaux du mouvement « ghettosori », décidé à pointer le ridicule de l'éducation positive, supposément laxiste.

À mesure que s'impose la figure de l'enfant capricieux, les adultes ne projettent plus leurs espoirs sur leur descendance mais la considèrent comme des freins à leur désir d'autonomie. L'arrivée d'un enfant entrave la capacité financière d'un couple. En 2025, l'assureur belge AG calculait qu'un enfant coûtait à ses parents environ 800 euros par mois jusqu'à ses 25 ans, soit plus d'un quart de million. Dans un contexte de métropolisation des activités, l'accès à l'immobilier constitue un défi parfois insurmontable. Aux États-Unis, le doublement du prix des loyers de 1990 à 2020 s'est accompagné d'un reflux des naissances de 11%. L'enquête universitaire « Quand et comment le nombre d'enfants affecte le bonheur marital ? », publiée en 2021, met

en évidence que l'arrivée d'un enfant accroît la charge mentale des mères. 20% d'entre elles souffrent d'une dépression *post-partum*.

La carrière et la construction d'une vie intime, notamment familiale, deviennent conflictuelles. À tel point que certains préfèrent la compagnie des animaux à celle des enfants, comme la vétérinaire Hélène Gateau, qui signe en 2024 *Pourquoi j'ai choisi d'avoir un chien (et pas un enfant)*. « On peut faire famille avec un chien », plaide Hélène Gateau. Elle a souhaité prendre soin d'un autre être vivant mais estime qu'elle a avec son chien un « comportement maternel » qui la satisfait pleinement. « On n'est vraiment pas loin du lien entre une maman et son bébé », insiste cette *Dog Mom*. Alors que l'enfant peut rejeter ses parents, en avoir honte, l'animal adhère à tout. Il offre une relation plus simple et plus gratifiante que l'enfant.

L'enfant se réduit à n'être qu'un « encombrant », résume Julien Damon. Quel cadre enviable offrir aux parents et à leur descendance dans la société de demain ?

III. Le succès des politiques natalistes conditionné à une redéfinition de la place de l'enfant dans l'imaginaire parental

Janvier 2024, le Président Emmanuel Macron avait appelé à un « réarmement démographique » aidé par l'annonce d'un plan de lutte contre l'infertilité et la création d'un nouveau congé de naissance. Pour l'instant, seul ce dernier, de deux mois par parent, a vu le jour, dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2026. Budgétisé à 300 millions d'euros par an, il s'ajoute au congé de maternité rémunéré de 16 semaines, au congé de paternité de 28 jours (congé de naissance et de paternité). Il ne se substitue pas non plus au congé parental de trois ans, indemnisé jusqu'à 450 euros mensuels. Désormais, chaque parent peut bénéficier de ce congé de naissance indemnisé à 70% du salaire net le premier mois, 60% le deuxième. Pour les parents comme pour les enfants, « c'est une mesure que nous appelons de nos vœux depuis plus de dix ans », se réjouit Bernard Tranchand, président de l'Union nationale des associations familiales (Unaf), qui considère que le congé parental est trop peu indemnisé pour autoriser réellement le père ou la mère à en profiter. De fait, le congé parental, adopté en 2015 avec l'ambition d'en faire bénéficier 25% des parents, ne séduit que 14% des mères et 0,8% des pères.

Pour encourager les initiatives en faveur de la natalité, le député Jérémie Patrière-Leitus, rapporteur de la mission d'information sur la baisse de la natalité, défend en février 2026 sa « révolution de la politique familiale » dont il espère retrouver les promesses dans les programmes pour l'élection présidentielle de 2027. Le désir d'enfants reste fort, confirme l'Ined, puisque les couples en moyenne en souhaitent 2,3. En revanche, les conditions ne sont pas réunies pour réaliser cette ambition. Pour répondre à ce « désir d'enfant empêché », et en s'inspirant de la *Big Beautiful Bill* de Donald Trump qui promet en 2025 un « *Baby Bonus* » de 1000 dollars à la naissance de chaque enfant, le rapport suggère de consentir à une allocation de 250 euros mensuels dès le premier enfant. Pour l'heure, les allocations ne sont versées qu'à compter du deuxième enfant et sous condition de ressources. Le surcoût de cette réforme majeure pourrait atteindre les huit milliards d'euros. S'ajouteraient un prêt à taux zéro pour faciliter l'acquisition d'un logement, un congé parental unifié et rémunéré de douze mois et des congés spécifiques pour les grands-parents.

Les projets natalistes représentent une gageure, tout particulièrement en période d'économie budgétaire. Toutefois, l'investissement serait pertinent sur le long terme, à en croire le Prix Nobel d'économie James Heckman. Sa célèbre « courbe » démontre qu'un euro investi dans la petite enfance en rapporte 16 à

la société quarante ans plus tard. Julien Damon constate néanmoins que les mesures natalistes seules sont rarement couronnées de succès. Malgré tous les efforts de Vladimir Poutine pour relancer les naissances en Russie, le pays perd chaque année 500 000 âmes. Le volontarisme politique ne suffit pas. L'appel à une relance de la natalité doit en passer par la restauration de l'imaginaire parental. Or, « on accrédite l'idée que les enfants sont responsables de l'inconfort des adultes », peste le haut-commissaire à l'enfance, Sarah El Haïry, à l'annonce en 2026 de la nouvelle offre de la SNCF, Optimum+, réservant 8% des places à des wagons sans enfant. « *Pro Kids* », Sarah El Haïry rappelle qu'« il n'est pas question de laisser cette tendance s'installer en France ». Aussi le gouvernement a-t-il créé le label « Le Choix des familles » pour les campings, restaurants, espaces de loisir et de tourisme où les enfants sont les bienvenus.

L'Exécutif serait enfin bien inspiré de rassurer les familles après les récentes mises en cause de crèches privées mais financées par l'argent public, notamment celles du groupe *People & Baby* ciblé par Victor Castanet dans *Les Ogres* (2024). Dans ces structures onéreuses, au fonctionnement opaque, le bien-être des enfants est partie négligeable. La condamnation en février 2026 d'une auxiliaire de puériculture pour avoir volontairement empoisonné dans une crèche *People & Baby* lyonnaise une petite fille confirme la défiance parentale. La refondation d'un service public de la petite enfance accessible et transparent s'avère indispensable pour rassurer les futurs parents. Alors, pour Olivier Rey, tout un projet social se dessine. Dans un univers concurrentiel, l'enfant oblige l'adulte à se montrer bienveillant et attentif, valeurs plus précieuses que la compétition libérale. « Quand bien même le monde devrait disparaître prochainement il nous resterait, dans l'intervalle, à vivre. Et il appartient à la vie, par essence, de se transmettre », conclut le philosophe.

Depuis la dépénalisation de l'interruption volontaire de grossesse, en 1973 aux États-Unis, 1975 en France, avoir un enfant relève pleinement du choix individuel. Fonder une famille constitue une liberté et non plus un impératif communautaire. En conséquence, la natalité s'est érodée, au point de menacer les équilibres socio-économiques. Des deux côtés de l'Atlantique, la rhétorique néo-malthusianiste s'est tue et le législateur autorise à Paris en 2021 la procréation médicalement assistée (PMA) juste avant que Washington ne facilite en 2025 les fécondations *in vitro* (FIV) Toutefois, en France, l'enfant a été progressivement évacué de l'espace public. Il a disparu comme sujet politique. *L'infans*, soit étymologiquement « celui qui ne parle pas », est bien souvent réduit au silence. Enfin, lorsqu'il devient un sujet de société, le regard est toujours dépréciatif. Si le nokidisme ne concerne qu'environ 5% des services de tourisme, ces quinze dernières années, la proportion de couples à ne pas vouloir d'enfants est passée de 5% à 10%. Une politique nataliste efficace ne pourra pas faire l'économie d'un inventaire critique sur l'individualisme des sociétés libérales.